

L'opposition rechigne à suivre le MR sur la liberté de se rendre au travail

■ Le MR voudrait associer les autres partis à une réflexion sur le droit de grève, mais...

Le décès de deux personnes suite, apparemment, aux blocages autoroutiers orchestrés par la FGTB liégeoise, lundi dernier, relance le bon vieux débat sur le droit de grève. Comme "La Libre" l'a révélé samedi sur son site Web, le MR va déposer cette semaine une proposition de loi visant à sacraliser la liberté de se rendre au travail malgré des actions de grève. Le président du MR, Olivier Chastel, et le chef de groupe MR à la Chambre, Denis Ducarme, cosignent le texte. Cette disposition renforcerait, par exemple, les possibilités d'agir en Justice pour les personnes bloquées par un barrage routier

lié à une action de grogne syndicale.

Plus politiquement, Denis Ducarme nous confiait samedi vouloir discuter de sa proposition de loi avec les partis de l'opposition et leur permettre de la cosigner en dépassant le clivage gauche/droite. Mais un rapide tour des formations en question laisse fortement penser que les libéraux devront voter tout seuls leur texte du côté francophone...

"Le MR fait un effet d'annonce, critique Ahmed Laaouej, député fédéral PS. On ne parle pas ici que du droit de grève, ça touche aussi au droit constitutionnel de liberté d'association. Il est prématuré de se prononcer même si la proposition de Denis Ducarme est assez vaseuse... On peut douter du réel attachement du MR à la li-

berté de travailler alors qu'il prive les travailleurs d'une partie de leur salaire via le saut d'index, entre autres attaques contre le pouvoir d'achat. Si les libéraux sont vraiment attachés à la liberté de travailler, qu'ils votent ma proposition de loi qui vise à sanctionner les entreprises qui, malgré de plantureux bénéfices, font des licenciements collectifs."

Ironie au PTB

Si les socialistes sont extrêmement réservés, l'accueil est – on s'en doutait – encore plus glacial dans les rangs du

"La proposition de Denis Ducarme est assez vaseuse."

AHMED LAAOUEJ
Député fédéral PS.

PTB. "Nous soutiendrons toute proposition établissant le droit au travail pour tous en Belgique, y compris pour les 600 000 chômeurs. Et donc il y a peu de chance que le PTB soutienne la proposition de Denis Ducarme", répond avec ironie Raoul Hedebouw, député fédéral et porte-parole du parti marxiste.

Quant au CDH, le parti d'opposition le plus au centre de l'échiquier politique, la position est un peu plus nuancée: "S'il s'agit de protéger le droit à se rendre à son travail, je suis d'accord avec le titre de la proposition mais il faut voir les détails du texte. Comment mettre en œuvre concrètement une telle disposition?", s'interroge Catherine Fonck, la cheffe du groupe humaniste à la Chambre.

"Pas neuf"

Enfin, chez Ecolo, même si le parti condamne les dérapages syndicaux, on répond au MR que "sa critique du droit de grève et son attaque du statut des syndicats ne sont pas nouvelles. Les libéraux profitent d'un dérapage isolé pour légiférer à tout-va".

F.C.